

Communisme en mouvement

Numéro 5

Septembre-Octobre 2006

Ce bulletin et le site Internet <http://communisme.mouvement.free.fr/> sont dédiés au débat sur le projet, la stratégie et le parti communistes. Ils proposent des textes d'auteurs variés, membres ou non du PCF.

Depuis la crise du 21 avril 2002, face au durcissement de la droite et de son gouvernement, de plus en plus nombreux sont ceux qui se retrouvent dans la recherche d'une véritable alternative sociale et politique. Alors que le bipartisme et les différentes moutures du populisme bloquent toute perspective de solution réelle, durable, le 29 mai 2005, les luttes du printemps 2006 montrent que des basculements peuvent s'effectuer très rapidement.

Aujourd'hui, à un moment clé de la dynamique de rassemblement antilibéral, les communistes poursuivent leur réflexion et leur action pour s'y inscrire mieux encore. Ce bulletin propose les interventions que des membres du PCF ont présentées au Conseil national, en septembre, dans cet objectif.

Bonne lecture et, que vous soyez membres du PCF ou pas, n'hésitez pas, à vos plumes !

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à vos proches de le recevoir régulièrement, transmettez vos adresses mails.

Sommaire

- Notre responsabilité politique	Gilles Alfonsi	.....	2
- Synthèse impossible ou clarification nécessaire	Frédéric Genevée	.....	3
- Etre utile pour faire grandir le rassemblement	Sylvie Larue	.....	4
- Pour que la gauche gagne et réussisse	Roger Martelli	.....	5
- Concrétiser notre démarche, aller au bout du processus démocratique	Danièle Montel	.....	7
- A un moment clé de la dynamique de rassemblement	David Prout	.....	8
- Parlons clair !	Nadine Stoll	.....	10
- Apport communiste et audace dans le rassemblement	Pierre Zarka	.....	12
- Des avancées importantes dans la résolution adoptée	Catherine Tricot	....	13

Notre responsabilité politique

Gilles Alfonsi

Conseil national 28-29.9.06

Dans la discussion d'aujourd'hui, la tension s'exacerbe entre l'affirmation incessante de notre immersion dans le processus unitaire et une certaine manière de présenter Marie George comme seule candidature possible pour incarner le rassemblement, ce qui n'est pas l'orientation du congrès, cela alors même que le débat ne fait que s'engager au niveau local.

Les propositions visant à lancer immédiatement une candidature communiste « pure sucre » sont clairement en contradiction avec notre vision de la politique, avec notre stratégie et avec notre conception du rôle du parti communiste. Celle qui consisterait à **vouloir obtenir à n'importe quel prix la désignation de notre secrétaire nationale irait en définitive dans le même sens. Il y a une manière de présenter la candidature communiste qui contredit nos propres déclarations sur le rassemblement.**

Le choix du repli, de l'isolement, du parti-guide, relève de l'impasse d'une candidature solitaire et annonce la division. Le choix de tenter un passage en force dans les collectifs, ou le choix de diviser les collectifs iraient dans le même sens.

Partant des difficultés auxquelles nous sommes confrontées, évoquées par Patrice Cohen-Séat dans son introduction, **notre direction a au contraire la responsabilité politique de continuer à produire des gestes historiques pour que le rassemblement antilibéral si nécessaire puisse avoir lieu.**

L'état d'esprit de la majorité des communistes le permet : il est très probable qu'une majorité considère qu'à partir du moment où un accord existe sur la stratégie et où un accord se dessine sur le programme, la recherche du rassemblement antilibéral le plus large possible doit primer sur tout autre dimension.

Il est de la responsabilité d'une direction d'envisager toutes les possibilités. **C'est plus qu'une erreur de taire dans nos paroles et dans nos textes que l'une de ces possibilités est de soutenir une candidature qui ne soit pas issue de notre direction,** tout en continuant à argumenter sur notre offre politique.

Que ferons-nous dans le cas où de la dynamique actuelle sort une autre proposition, qui permettrait d'éviter l'éclatement (éclatement sous la forme de plusieurs candidatures, et-ou sous la forme du renoncement à une campagne véritablement plurielle), la démotivation et surtout **qui permettrait le plus large rassemblement**, à savoir de conduire chacun des acteurs possibles à participer ?

Enfin, les communistes devront pouvoir décider souverainement, directement, notamment au travers d'un vote postérieur à la désignation de la candidature unitaire à la présidentielle dans le cadre unitaire.

Nos responsabilités sont énormes : responsabilité historique de l'échec, du gâchis de la dynamique engagée, chemin sur lequel nous mène la résolution proposée et nos tergiversations incessantes, ou responsabilité de produire les gestes nécessaires.

La résolution devrait être sérieusement amendée pour clarifier nos positions.

Synthèse impossible ou clarification nécessaire

Frédéric Génévée

Conseil national du PCF, 28-29.09.06

Le processus unitaire est en train de prendre corps, d'ores et déjà dans les réunions du Val de Marne, la participation est plus nombreuse que lors de la campagne du referendum. A Vitry, nous étions près de cinquante participants.

Il reste que ce processus est fragile et que nous ne devons pas nous contenter d'observer qu'il ne rassemble pas aujourd'hui tout l'arc en ciel des forces qui se sont rassemblées lors de la campagne référendaire. Nous devons prendre des initiatives politiques pour élargir encore, tant en termes de stratégie, de contenus que de candidatures. Or aujourd'hui, notre offre politique apparaît comme à prendre ou à laisser. Je ne peux me satisfaire en l'état actuel d'un projet de résolution qui présidentialise notre offre politique. Il y a dans ce texte des traces de la cinquième république. Il faut cesser de dramatiser la question de la candidature à la présidentielle en faisant

qu'un élément parmi d'autres d'une démarche collective en rupture justement avec les institutions de la 5ème république et ce qu'elles induisent comme type habituel de campagne.

Du point de vue du débat interne et du rapport de Patrice Cohen Seat, il y a un non dit qui est un souci légitime : celui de l'unité du parti. Notre offre politique apparaît aujourd'hui comme une tentative de synthèse. Cela me paraît illusoire car le débat est en train de se clarifier et deux logiques au bout du compte s'affrontent : celle de la candidature du PCF, celle de la logique de rassemblement. Il n'y aura pas d'entre-deux comme en atteste le texte signé ensemble par des camarades comme Jean-Claude Danglot ou Pierre Blotin. Notre responsabilité de direction est encore de clarifier ce débat et permettre aux communistes de s'en saisir.

D'ailleurs, il n'est pas possible que dans la résolution, actuelle ne soit pas prévue la consultation des communistes en cas de contradiction entre notre offre et la décision des collectifs unitaires. C'est à leur souveraineté qu'il faudra alors en appeler.

PS : Cette intervention a été prononcée en début de réunion alors que nous ne savions pas comment allait évoluer le texte. Des amendements allant dans le sens dans lequel je me suis exprimé ont été retenus, j'ai donné mon accord au texte de projet de résolution.

Etre utile pour faire avancer le rassemblement

Sylvie Larue

Conseil national du PCF – 28-29.09.06

Certains camarades nous disent que nous ne rassemblerons pas l'ensemble des communistes si nous n'avons pas de candidature communiste à l'élection présidentielle. Je pense a contrario que la majorité des communistes n'ira pas à la bataille pour une candidature issue du Pcf qui ne serait pas celle du rassemblement que nous sommes en train de construire avec d'autres.

S'il y a des inégalités dans l'engagement des communistes pour créer, animer, élargir les collectifs , il n'en reste pas moins que cet engagement se renforce et nos choix politiques majoritaires sont de plus en plus partagés, j'en fais l'expérience dans ma fédération.

Le débat sur les candidatures ne fait que commencer dans les

collectifs. Personne ici n'en connaît l'issue. L'utilité du Pcf ne se décrète pas, elle se construit quotidiennement dans les actes qui permettent d'élargir la participation à cette nouvelle construction politique. Aurons-nous levé tous les doutes qui existent, qu'on le veuille ou non, sur la sincérité de notre engagement ? Là encore personne ne peut le dire. Cela nécessite que nous consultions les communistes à chaque étape de la construction de ce nouveau processus politique donc à l'issue du choix des collectifs. Le texte de la résolution doit prévoir cette disposition.

Cette démarche ne s'adresse pas qu'à l'élite militante. Notre collectif rennais est composé d'une grande diversité d'hommes et de femmes. Nous avons pris ensemble la décision d'organiser une nouvelle rencontre publique avec plusieurs intervenants de sensibilité diverses. En amont du débat plénier, nous organisons des ateliers de co-élaboration du programme où nous invitons toutes celles et ceux qui subissent de plein fouet les politiques libérales, qui luttent, ou qui simplement veulent s'associer à cette démarche. Nous annonçons les réunions du collectif par voie de communiqué de presse. Est-ce que pour autant nous réussirons à lever tous les obstacles à une ré-appropriation active du politique par le plus grand nombre ? Il n'y a pas automaticité entre un engagement dans une lutte et celui dans l'espace politique.

Il me semble cependant qu'à chaque fois que des événements forts comme la réunion du 10 septembre à Saint Denis se tiennent, cela booste la participation. Nous l'avons constaté à l'occasion de l'AG du collectif qui s'est tenue après celle de Saint Denis.

Pour que la gauche gagne et réussisse

Roger Martelli

Conseil national du PCF - 28-29.09.06

Au Congrès, nous n'avons pas retenu une hypothèse, digne mais qui ne nous paraissait pas à la hauteur des exigences : celle d'une candidature qui serait avant tout celle du PCF. Nous ne l'avons pas écartée parce qu'elle serait une candidature de fermeture : aucune candidature communiste, dans les dernières décennies, n'a voulu être et n'a été une candidature de fermeture.

Nous l'avons écartée parce qu'elle ne mettait pas au centre ce qui nous paraît aujourd'hui l'essentiel : l'expression électorale en 2007 d'une convergence des forces antilibérales. Nous sommes partis de l'idée que cette convergence était la seule à pouvoir freiner la marche au bipartisme, et nous avons estimé que la bataille référendaire de 2005 montrait que cette démarche pouvait gagner la majorité à gauche, dès l'instant où elle permettait un rassemblement vrai. Nous avons proposé que le rassemblement, par nature collectif et pluraliste, soit porté à la présidentielle par une candidature issue du parti communiste : nous l'avons fait compte tenu de notre place et parce que nous considérons qu'elle était un gage d'efficacité. Cette proposition est légitime. Une candidature communiste non pas « de » mais « du » rassemblement : telle est la conjonction qui pour nous serait la meilleure.

Mais cette offre ne vaut et n'est efficace qu'à trois conditions :

1. Que nous redisons que cette proposition n'est pas un préalable, mais une pièce d'une offre globale portant sur l'ensemble du processus électoral de 2007. Nous n'admettons pas que l'on dresse des préalables contre cette proposition ; mais à rebours nous devons éviter toute formule qui laisserait entendre que nous ne pourrions envisager d'autre hypothèse que celle que nous suggérons.
2. Que nous redisons que notre but est bien le rassemblement antilibéral. Ce n'est en aucun cas un ersatz de candidature du PCF que nous envisageons. Pour nous, ce qui est prioritaire est le rassemblement de celles et ceux qui ne veulent pas d'une simple alternance, pour que la gauche gagne et pour qu'elle réussisse. C'est cela notre priorité ; nous n'avons pas d'autre stratégie que celle du rassemblement antilibéral et nous n'en aurons pas d'autre d'ici 2007.
3. Enfin, parce que nous n'avons pas d'autre stratégie, il doit être clair que nous irons jusqu'au bout du processus unitaire engagé. Que veut dire « aller jusqu'au bout » ? Que nous ne ferons rien qui, à un moment ou à un autre, laisserait prise à l'idée que nous pourrions sortir du processus, si son issue n'était pas dans sa totalité celle que nous souhaitons au départ.

Telles sont les trois conditions pour que notre offre politique prenne tout son sens. Pour l'instant, le texte que nous envisageons à l'issue de nos travaux n'est pas assez clair sur ces trois points. C'est la raison pour laquelle je ne peux l'accepter en l'état. Mais, à la différence de plusieurs camarades qui se sont exprimés aujourd'hui, je suis convaincu que ce texte est amendable et je m'y emploierai, avec toutes celles et ceux qui veulent aller de l'avant.

Concrétiser notre démarche, aller au bout du processus démocratique

Danièle Montel

Conseil National du PCF 28-29.09.06

Nous avons une situation singulière :

- D'une part une situation de plus en plus intenable pour la grande masse des citoyens : droite et patronat agissent ensemble et en accord pour saccager tous les acquis et toutes les solidarités, tirer vers le bas le coût du travail
- D'autre part une situation marquée par une aspiration forte au changement. Le besoin de rupture avec les politiques précédentes libérales ou sociale démocrates s'exprime de plus en plus fortement, grandit sur la base des potentialités qui se sont dégagées lors du vote du 29 mai 2005.

2 idées :s'imposent

- **il faut** un rassemblement antilibéral pour réorienter la gauche
- **il est possible** de bouleverser la donne

Sur cette base un appel puissant au rassemblement s'exprime :
appel à l'UNITE, entendu dans toute la fête de l'Huma
appel à l'UNITE, hurlé dans le débat du samedi

Dans un tel contexte, en agissant pour le rassemblement, les communistes sont à l'aise. Notre histoire en témoigne. Dans nos entreprises c'est dans le rassemblement, toutes catégories confondues, que nous sommes les plus utiles et reconnus ainsi.

C'est sur cette base que nous avons défini notre démarche au congrès. Il faut la mener au bout. Sereinement, en respectant nos engagements et nos partenaires, pour l'élaboration de la charte, du programme, comme pour le processus de désignation des candidatures.

Sur ce dernier point, pour la présidentielle

- proposer au débat une candidature communiste, sans en faire un préalable, se justifie. Il n'est donc pas question de se passer du Parti.
- inscrire cette candidature dans une démarche où, avec

toutes les autres propositions, elle sera débattue,

Et, permettre à tous ceux qui ont participé et participe à ce rassemblement depuis le référendum, à tous les collectifs, aux forces politiques qui sont dans cette démarche, de décider, **c'est affirmer et concrétiser notre démarche, en allant au bout du processus démocratique**, en allant au bout de notre volonté exprimée, **celle du rassemblement pour une candidature antilibérale commune**.

C'est incontournable pour donner confiance, espoir, réussir le changement et le construire durablement.

C'est, entre autre, parce qu'il n'affirme pas cette démarche que le projet de résolution ne me convient pas.

Car faire autrement serait se condamner à l'échec.

Nous porterions alors une lourde responsabilité face aux attentes, aux souffrances, aux espoirs qui s'expriment de rompre avec l'injustice, les inégalités, les discriminations.

Construire avec les autres, agir pour rassembler, en respectant chacun, ce n'est pas se faire discret, ce n'est pas réduire l'engagement du PCF, ce sont des actes dans lesquels les communistes se reconnaissent et peuvent être reconnus. Ce sont des facteurs d'unité et de mobilisation du Parti et au-delà. Je le constate notamment dans nos cellules d'entreprises de Sanofi Aventis et sur nos sites industriels et centres de recherches du Val de Marne et de Seine Saint Denis. Sur ce terrain nous sommes attendus.

A un moment clé de la dynamique de rassemblement

David Prout

Conseil national 28-29.09.06

Nous sommes à un moment clé de la dynamique de rassemblement des forces anti-libérales engagée au printemps dernier.

Si cette dynamique trouve un écho très favorable, comme l'atteste le succès du 10 septembre, c'est qu'elle répond à une aspiration profonde. C'est qu'elle est plus que l'addition des forces en présence.

Elle est le fruit de la convergence des volontés de transformation de la gauche qui existe dans le PCF, chez les citoyens et dans d'autres forces anti-libérales.

Mais comme il n'existe pas de génération spontanée, elle est aussi le fruit de la rencontre de l'offre politique du parti issu du congrès et d'aspiration qui existaient hors du PCF.

Evaluons le chemin parcouru depuis le congrès.

Nous avons fait une offre politique qui combinait :

- Une orientation politique
- Une conception du rassemblement
- Une conception de candidats unitaires aux élections
- La proposition qu'aux présidentielles Marie Georges Buffet puisse être la candidate de ce rassemblement

Nous pouvions être sceptiques sur la capacité à aboutir, à concrétiser cette offre de rassemblement populaire anti-libéral.

La réunion du 10 septembre montre qu'un rassemblement anti-libéral est possible :

- qu'il n'est pas un cartel d'organisations et que dans le même temps il regroupe des forces diverses,
- que son objectif est de rendre les idées anti-libérales majoritaires à gauche ,
- qu'il est déterminé à battre la droite et à faire gagner une gauche de transformation,
- qu'il ouvre une voie nouvelle entre une répétition de la gauche plurielle et l'enfermement dans une protestation stérile.

Contrairement à ce que disent certains camarades, les communistes n'ont pas été attentistes depuis le congrès. Ils ont contribué avec d'autres à la réussite du 10 septembre. C'est-à-dire à dépasser certains blocages qui existaient. D'ailleurs la dynamique actuelle se nourrit de la démonstration faite que, collectivement, nous pouvons dépasser les blocages.

Mesurons que notre offre politique trouve un aboutissement positif sur la question de l'orientation politique, de la nature du rassemblement, de la conception des candidatures unitaires et que tout le monde est d'accord pour poursuivre le travail sur le programme.

Mais mesurons aussi que le doute qui existe sur la possibilité d'aboutir sur la candidature fragilise la dynamique et, de fait, les avancées déjà réalisées.

Au regard de ces doutes, il est certain que tous ceux qui se mettront en travers de l'aspiration au rassemblement seront discrédités et porteront la responsabilité de l'échec.

A l'heure actuelle c'est le PCF qui a la capacité de faire réussir le processus.

Il y a une attente vis-à-vis de nous dans les collectifs mais aussi chez

les communistes, chez tous ceux qui sont attachés au processus.

D'ailleurs ce serait une erreur de croire qu'il y aurait eux et nous, de sous-entendre que les préoccupations, les aspirations seraient différentes que la question serait de nous rencontrer ou de nous soumettre. Le travail d'un collectif c'est prendre en compte le mouvement populaire, le mouvement social tel qu'ils sont et non tel que nous voudrions qu'ils soient.

L'attachement au processus et à son contenu se retrouve fortement chez les communistes.

Lors du dernier comité départemental du 93, avec des nuances, une majorité de camarades s'est exprimée pour dire que comme nous n'avions pas d'alternative stratégique à la construction d'un rassemblement anti-libéral, il nous fallait aller jusqu'à la finalisation du processus entamé sans faire de l'acceptation de volet de notre offre politique sur la candidature une condition de notre engagement.

A cet égard les nouvelles propositions sur le projet de résolution précisent utilement notre position. Mais permettez moi de souhaiter que nos orientations soient plus lisibles, qu'elles n'aient pas besoin de décryptage pour être comprises par tous.

Parlons clair !

Nadine Stoll, Haute-Garonne

Conseil national du PCF - 28-29.09.06

Le texte préparatoire à la Conférence Nationale devrait avoir pour objectif de permettre à tous les communistes de se retrouver pour aborder, ensemble, la période décisive 2007. Je constate que le texte* n'a pas pris en compte la mesure de ce qui se dit depuis pourtant près de 6 mois maintenant, dans les rangs du Parti, dans les débats publics (voir celui du 26/09 avec Claude DEBONS et les 300 participants à Toulouse), avec nos collègues, amis et voisins.

Nous sommes nombreux ici à avoir entendu, le 10/09 à St Denis, les réactions hostiles, les huées fournies et répétées d'une salle entière suite à plusieurs interventions prônant « la candidature de MG BUFFET comme la seule possible et la meilleure pour rassembler ». Notre responsabilité devrait être de prendre le recul nécessaire pour mesurer la profondeur du message de ces quelques 700 militants de l'Alternative réunis ce jour-là.

Comme seule modération, le texte dit comprendre « les réticences qui

s'expriment », la question posée étant : « le rassemblement antilibéral ne conduirait-il pas à devenir un rassemblement autour du PCF ? » Et dae rajouter « Rassembler autour du PCF n'est pas ou n'est plus la politique de leur Parti. Celui-ci en fait la démonstration quotidiennement. »

Entendons le message fort du 10 à St Denis et ce que demandent les premiers 350 signataires communistes (dont + de 100 de Haute-Garonne !) du texte intitulé « Une obligation de réussite ». Ce texte demande que la candidature issue de nos rangs soit « sans préalable » et demande à « affirmer notre total soutien à la candidature décidée au bout du processus ». A refuser d'intégrer ces prises de positions déterminantes, nous faisons nous-même, la démonstration que le danger de rassembler autour du Parti est toujours réel.

Nos partenaires, les citoyens de plus en plus nombreux, pour qui la démarche unitaire est complètement acquise, et je dirais de nombreux communistes eux-mêmes, ont besoin d'être rassurés sur les intentions de notre Parti. Tel le maçon, c'est à la qualité du mur que l'on reconnaît sa valeur, le PCF se doit d'être totalement responsable dans la démarche unitaire, d'aller jusqu'au bout de ses intentions unitaires déclarées.

Nous devons jouer le jeu de la construction unitaire jusqu'au bout du processus en en acceptant les règles, y compris si la candidature de MG BUFFET n'est pas retenue. Ne le prenons pas comme une défaite, ou une remise en cause de MG BUFFET qui est, comme le disent et redisent nos partenaires, reconnue pour ses grandes qualités de terrains et d'ouverture. N'y voyons pas la négation du PCF et de l'apport riche et déterminant de son réseau de militants. N'y voyons pas un « scénario catastrophe » mais uniquement l'état réel de notre société à ce jour.

En effet, entendons les millions d'abstentionnistes dégoûtés des partis, de la politique! Entendons ces millions d'électeurs (jeunes pour beaucoup) pour qui l'idée du communisme est une idée du passé quand elle n'est pas rejetée! Entendons ceux des quartiers populaires qui méconnaissent l'existence même du PCF et de sa représentante (je le dis par expérience pour Toulouse)! Entendons enfin cette demande populaire, exprimée depuis tant d'années, de voir fédérées toutes les forces au-delà des « appareils » politiques jugés, à tort ou à raison, récupérateurs ou hégémoniques! ...

Nous sortirions grandis à inscrire dans nos textes, les éléments tangibles pour rassurer. Je les rappelle : « candidature sans préalable » et « soutien total à la candidature issue du consensus ». Il s'agit de rassurer pour tenter de crédibiliser la candidature issue de nos rangs, si tant est que les communistes soient majoritairement convaincus qu'il s'agit du meilleur choix pour rassembler. Il s'agit de rassurer sur nos intentions véritablement unitaires.

Mettons-nous à l'épreuve. Au cas particulier, profitons de la venue de MG BUFFET à Toulouse fin octobre pour co-organiser un meeting régional de toutes les sensibilités autour de toutes les candidatures unitaires comme décidés le 10/09 à St Denis. Ne laissons pas penser que nous menons une campagne en solo !

Nous ne voudrions pas porter la responsabilité historique de tromper

et casser la très forte espérance unitaire et par voie de conséquence, de mettre le Parti en très grande difficulté pour ne pas dire hors-jeu.

* (avant amendements)

Apport communiste et audace dans le rassemblement

Pierre Zarka

Conseil national du PCF - 28-29.09.06

La survie du parti tient au rôle qu'il joue dans la constitution d'un rassemblement transformateur construit de manière à viser à devenir majoritaire. C'est un résumé de notre stratégie.

La question du rassemblement ne saurait donc être abordée comme pouvant handicaper l'influence que souhaite exercer le parti. Il s'agit bien, évidemment, de préserver et même d'accroître la qualité de son apport original. Et cela implique dans un même mouvement apport aux débats publics et inscription de cet apport non pas en extériorité au mouvement populaire mais en participation pleine : pour apporter encore faut-il que quelqu'un aie envie de nous entendre. C'est ce qui a conduit de nombreux membres du parti à la fois à souhaiter un travail plus approfondi sur le projet communiste et une audace plus grande en matière de rassemblement. L'un ne pouvant se dissocier de l'autre.

La crise ouverte avec le 21 avril interdit tout espoir de pouvoir remettre à plus tard l'affrontement à cette problématique. Le bipartisme et les différentes versions de populisme occupent une place qui empêche toute solution d'attente et font du rassemblement antilibéral la seule alternative à cette situation et le seul critère de reconnaissance du rôle du parti. Et nous avons pu vérifier Le 29 Mai 2005 qu'en revanche, dès qu'une telle issue apparaît des basculements peuvent s'effectuer très rapidement.

Or nous n'en sommes plus à évoquer cette possibilité de manière abstraite. Depuis notre congrès, nous sommes engagés dans un processus de construction nouvelle, alliant des forces de différentes natures : politiques, issues de milieux associatifs, syndicaux, culturels, sans hiérarchie entre elles et qui se sont pour la première fois mises d'accord sur un texte d'orientation politique, précisant à la fois la nature de notre démarche commune, le caractère prioritaire accordé au mouvement populaire, la volonté de battre la droite, les conditions d'une éventuelle participation au gouvernement....Le travail sur le

programme se poursuit.

On peut toujours y trouver des insuffisances, mais depuis 1976 nous répétons que les choses iront à la vitesse où notre peuple le décidera et c'est la première fois dans notre histoire qu'une telle démarche, rassemblant de telles forces avec de tels objectifs se produit.

Depuis la journée du 10 septembre, celles et ceux qui parmi nous participent aux collectifs unitaires commencent à tester et à entendre les avis des uns et des autres. Incontestablement, maintenant, le paradoxe de la situation c'est qu'alors que tout le monde est d'accord pour alerter sur le piège de la présidentielle, c'est sur la candidature que nous allons réussir ou échouer.

Comment la question se pose-t-elle pour les uns et les autres ? Nous avons dit que nous considérons qu'une candidature issue de nos rangs était la meilleure garantie pour le rassemblement et Marie-George s'est mise à la disposition de ce rassemblement. S'il s'agissait d'incarner ce que devient le parti communiste, je ne doute pas qu'elle soit la mieux placée. Mais s'il s'agit de représenter un processus dans lequel le plus grand nombre d'hommes et de femmes puissent se reconnaître, alors le regard de nos partenaires est à prendre en considération. Au collectif unitaire national, personne ne remet en cause le rôle des partis et la nécessité que le parti, tout particulièrement, mais aussi la LCR, si possible les Verts et PRS jouent un rôle majeur dans cette affaire. Le problème soulevé est d'une autre nature. Nous évoquons l'efficacité, eux aussi. L'impact de l'image de Marie-George conduit n'importe qui à l'identifier au PCF quoiqu'elle puisse dire et cela effacera l'image du rassemblement d'autant qu'il n'est qu'à ses tout débuts et qu'il a encore besoin de s'affirmer en tant que rassemblement de forces diverses. C'est de cela dont nous avons aussi besoin de discuter. Il ne s'agit pas de savoir si c'est à tort ou à raison mais de savoir comment les gens peuvent le mieux percevoir la nature de ce qui se construit.

Or, il y a deux jours, les participants au collectif national ont pour la plupart d'entre eux, exprimé des inquiétudes à l'égard de ce qu'ils perçoivent de notre comportement. Ils partent tous du principe que la candidature de Marie-George est une candidature sérieuse, mais demandent si nous consultons les communistes pour avoir leur accord afin de permettre le débat sur son nom et pas sur une autre proposition du parti ou si nous voulons l'accord des membres du parti pour tenter d'imposer Marie-George en balayant d'un revers de main toute autre proposition.

Je trouve que le projet de texte qui nous est soumis ne leur répond pas, ni à eux, ni à moi. La seconde inquiétude concerne une non concordance des calendriers respectifs du parti et des collectifs. Il est nécessaire que les collectifs discutent en connaissant l'opinion majoritaire des membres du parti. Mais pour se faire cette opinion, en toute connaissance de cause, les membres du parti ont besoin de savoir ce qui émerge des autres forces collectives et individuelles participant au processus. Afin d'éviter de nous retrouver seuls en fin de parcours ou de devoir faire machine arrière, le vote du 11 novembre devrait donc être précis sur le fait que la proposition de Marie-George est bien notre contribution à une réflexion collective dans le cadre du processus unitaire, qu'il ne nous conduit pas vers la sortie du processus avec deux ou trois compagnons de route au

passage, et qu'en fin de processus les communistes souverainement prendront leur décision quant à la conduite à tenir. Là encore, je trouve que le texte est trop ambigu et par là-même laisse planer un doute sur l'avenir d'un rassemblement qui ne pourrait avoir lieu sans nous. Justement, parce que j'ai conscience que nous pesons d'un poids particulier, nous avons des responsabilités particulièrement grandes : elles appellent à chercher non pas ce qui reflète la représentativité des uns et des autres, mais ce qui peut favoriser ou freiner la dynamique populaire la plus grande.

Des avancées importantes dans la résolution adoptée

Catherine Tricot

Conseil national du PCF - 29.09.06

Bien que je ne partage pas la totalité du texte de résolution pour la conférence nationale, je le voterai, pour trois raisons

1. Parce qu'il envoie un signe clair à nos partenaires au sein des collectifs unitaires en affirmant que le parti communiste n'a pas de stratégie de rechange, qu'il a fait le choix du rassemblement des antilibéraux. Il affirme à propos de « la construction commune de choix communs » : « C'est la politique du Parti communiste. Nous n'y renoncerons pas ». Ce message est d'autant plus clair qu'il renouvelle l'offre de candidature de Marie-George Buffet, mais qu'il est précisé que le PCF ne fait pas de cette question un préalable. « Les communistes ont toujours dit qu'ils n'avaient aucun autre préalable que la recherche du succès du rassemblement et de la candidature antilibérale. Ils discutent donc toutes les propositions. »
2. En resituant l'enjeu du combat politique que nous voulons mener ensemble - faire gagner à gauche les idées antilibérales et ouvrir une véritable alternative de transformation - le texte remet à sa juste place la question de la candidature elle-même. Il insiste fort utilement sur le caractère collectif et divers de la campagne. Il tire un bilan positif justifié de l'écho rencontré par l'offre politique faite par les communistes lors du 33^e congrès et notamment l'extension des collectifs pour des candidatures que nous avons appelée de nos vœux. Le projet de résolution met ainsi les communistes en situation de se sentir à l'aise dans le rassemblement antilibéral ; il les incite à y prendre toute leur place, à enrichir cette dynamique de leur expérience, de leur réflexion, de leur originalité... et ce quelque soit le nom qui figurera *in fine* sur le bulletin. Le texte engage les

communistes à s'investir dans ce processus, dans un esprit d'unité sans se diluer, disparaître, renoncer à être eux-mêmes.

3. Le texte de résolution, enfin, s'engage à consulter les communistes à toutes les étapes sur la dynamique en cours y compris à l'issue du processus de désignation du candidat de rassemblement antilibéral. Il écarte ainsi les craintes de voir les adhérents dessaisis de leur souveraineté.

Trois engagements fondamentaux,
Trois clarifications qui vont rassurer tous les militants antilibéraux,
communistes ou non.
Trois raisons donc de voter ce texte.